



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT HUBERT

870 rue Denis Papin
BP 8
54710 Ludres

Références : 2025_0648
Code AIOT : 0006200378

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SAINT HUBERT implanté 870 rue Denis Papin BP 8 54710 Ludres. L'inspection a été annoncée le 19/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT HUBERT
- 870 rue Denis Papin BP 8 54710 Ludres
- Code AIOT : 0006200378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT-HUBERT est une industrie agroalimentaire spécialisée dans la production de margarines et de desserts végétaux, soumise à autorisation par arrêté préfectoral 2002-311 du 28 juin 2002 complété et modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Sans objet
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
7	Prélèvement asservi au débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
9	Entretien et suivi des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection ne met pas évidence de non-conformités majeures par rapport aux prescriptions contrôlées.

Une partie a porté spécifiquement sur les rejets d'eau et les déclarations associées. Toutes les valeurs limites sont respectées, quels que soient les types de rejets aqueux. La société SAINT-HUBERT remplit ses obligations réglementaires tant sur les modalités et mises en œuvre de l'autosurveillance et les déclarations associées via les plate-formes dédiées que sur la maintenance des installations de traitement et le suivi de la consommation d'eau.

Un état de lieux a également été fait sur les dernières modifications déclarées sur le site de Ludres et l'avancement des travaux liés à ces modifications. Au vu des évolutions apportées à la rénovation de la station d'épuration interne, un nouveau dossier actualisé et complet est attendu. L'attention de l'exploitant est attirée sur le calendrier de réalisation de cette rénovation, destinée à améliorer le fonctionnement actuellement correct, qui aurait dû s'achever en 2023 et a déjà été décalée à 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : Les déclarations GERE au titre des années 2024 et 2021 ont bien été effectuées. Il à noter que, pour l'année 2022, l'exploitant a bien reçu le courriel d'ouverture de la campagne mais n'a pas réalisée la déclaration. En ce qui concerne l'année 2023, le courriel d'ouverture n'a pas été reçu et l'exploitant a rencontré des difficultés d'accès au site. La déclaration a été remplie partiellement mais non validée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à bien faire ses déclarations GERE chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque

année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

<p>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen des déclarations de 2021 et 2024 n'appelle pas d'observations sur leur complétude tant sur les émissions que sur les déchets générés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les valeurs limites au niveau des rejets d'eau sont également réglementés par les articles 20 (eaux pluviales), 21 (rejet de la station d'épuration) et 22(surveillance des rejets de la station) de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-311 du 28 février 2002 modifié.</p> <p>L'exploitant procède à l'enregistrement des surveillances via l'outil GIDAF de façon régulière.</p> <p>L'analyse des résultats d'autosurveillance montre que les périodicités ainsi que les valeurs limites tant en concentration qu'en flux sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente,</p>

ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.

L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.

Constats :

Au vu de l'autosurveillance déclarée sous GIDAF, il n'y a pas de dépassement des valeurs limites d'émission.

Par contre, des absences de valeurs sont régulières, en particulier sur les week-ends et jours fériés. L'exploitant justifie bien ces absences de valeurs par le fait qu'il n'y a pas de mesure réalisée sur ces périodes, la production étant arrêtée le vendredi de façon systématique. Pour autant, la fréquence de ces mesures est conforme aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-311 demandant une mesure de débit en continu pour la station biologique avec des analyses sur les matières en suspension et la DCO au moins 5 jours par semaine. Les journées sans mesure en continu sont à déclarer avec la coche "aucun rejet" pour éviter l'absence de valeur récurrente dans les déclarations GIDAF.

Enfin, une actualisation du cadre GIDAF des rejets en sortie de station d'épuration interne est à envisager au vu de la réforme sur les principales redevances des agences de l'eau. En effet, les redevances pour pollution d'origine non domestique et modernisation des réseaux de collecte seront supprimées à partir de 2025, pour la part des effluents se rejetant dans un réseau d'assainissement collectif. La société SAINT-HUBERT étant totalement raccordé au réseau d'assainissement collectif de la métropole du Grand Nancy, l'Agence de l'Eau Rhin Meuse ne va plus exercer de suivi régulier des rejets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

[...]

« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

<p>« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets de la station d'épuration font l'objet d'une autosurveillance et d'une mesure annuelle systématique par le laboratoire ASPECT visant les mêmes paramètres ainsi que d'autres substances dangereuses.</p> <p>La dernière mesure a eu lieu les 10 et 11 juillet 2024, complétée les 3 et 4 octobre 2024 suite à une fuite au niveau du seuil de prélèvement en juillet.</p> <p>L'exploitant fait également réaliser un suivi mensuel par le même laboratoire sur les paramètres phosphore/azote/sels dissous et DBO5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Existence d'un point de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, il existe 3 points de prélèvements:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les eaux pluviales, après passage sur un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le canal de jonction. Ce point de prélèvement a fait l'objet de travaux récents afin d'améliorer son accessibilité. - en sortie de station biologique interne. Ce point est aisément accessible et permet des interventions en toute sécurité.

<p>- en sortie de site sur le mélange des eaux de sortie de la station biologique interne et des rejets d'eau en provenance du laboratoire.</p> <p>Ils ont été vérifiés tous les 3 lors de la visite sur site et n'appellent pas d'observations .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prélèvement asservi au débit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système de prélèvement automatique situé en sortie de la station d'épuration interne dispose d'un asservissement en fonction du débit de sortie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Compteurs d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de prélèvement d'eau sur le réseau public est équipé d'un compteur.</p> <p>Il est complété par des sous-compteurs au sein de l'usine SAINT-HUBERT pour permettre un suivi hebdomadaire des consommations d'eau.</p> <p>Les données des compteurs sont récupérées en direct pour être intégrées dans le logiciel de suivi , qui a été changé en 2025. Une sauvegarde des données antérieures à 2025 existe afin de disposer de l'accès à l'ensemble de l'historique des données sur la consommation d'eau du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Entretien et suivi des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions régionales, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entretien et le suivi des installations de traitement sont réalisés via le système de gestion de la maintenance ainsi que Trackdéchets.</p> <p>Le séparateur à graisse des eaux usées domestiques issues de la restauration et le séparateur d'hydrocarbures des eaux industrielles sont vidangés une fois tous les 3 ans.</p> <p>Cette maintenance figure également dans la convention de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement établie le 18 juillet 2022 avec la Métropole du Grand Nancy.</p> <p>Elle est confiée à la société MALEZIEUX. Le dernier pompage et nettoyage a eu lieu en février 2023 et le prochain est prévu début 2026 (consultation pour devis en cours).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout projet de modification , extension ou transformation notable des installations doit ,avant réalisation, être porté à la connaissance du préfet du département de la Meurthe-et-Moselle, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>En février 2023, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet des modifications portant sur ses équipements de refroidissement à l'ammoniac de son département "recherche et développement", la production d'une spécialité culinaire de type mascarpone végétal, le raccordement indépendant des poteaux incendie et la rénovation de la station d'épuration interne. Cette demande a fait l'objet d'un rapport de l'inspection en date du 26 septembre 2023 et d'un arrêté complémentaire 2023-0156 du 19 octobre 2023.</p> <p><u>Nouvelle production</u></p> <p>La production de mascarpone végétal est en fonctionnement sur le site de Ludres sans</p>

problématique particulière.

Poteaux incendie

Leur raccordement au compteur dédié installée en juillet 2022 sur le raccordement supplémentaire indépendant mis en place par la métropole du Grand Nancy a été programmé en 2024 pour des raisons budgétaires.

Par courriel du 16 juin 2025, l'exploitant a adressé le rapport de contrôle des nouveaux poteaux incendie avec le réseau indépendant ainsi que ceux déjà existants. Les débits mesurés pour les 2 nouveaux poteaux sont à plus de 120 m³/h chacun. L'implantation des nouveaux poteaux a été constaté sur site. Il est demandé de fournir à l'inspection un plan mis à jour de l'implantation des poteaux incendie.

Rénovation de la station d'épuration

Des travaux d'optimisation de fonctionnement et d'adaptation aux nouvelles fabrications culinaires étaient prévus à partir d'octobre 2022 jusque 2023 (mise en place d'un séparateur de graisses supplémentaires combiné à un séparateur de phase eau/phase grasse et création d'un bassin tampon en entrée de station). Pour des raisons budgétaires, la réalisation a été reportée à 2024. Il est à noter que la station d'épuration fonctionne comme attendu sans problème de dépassement des valeurs limites actuellement.

Un point sur les travaux en cours a été fait lors de cette visite.

Il n'est finalement plus prévu de bassin tampon et la possibilité d'un essai d'un dégraisseur par floculation est en cours d'étude. Par contre, d'autres travaux ont été réalisés ou sont à venir:

- réfection de la dalle autour du bassin existant,
- mise en place d'une vanne by-pass pour la maintenance du dégraisseur,
- projet de remise à niveau de la dalle de la zone de stockage des déchets de production et mise en place d'un stockage couvert sous barnum,
- projet de changement du décanteur vieillissant.

Une actualisation des travaux de rénovation de la station d'épuration est nécessaire.

De plus, lors de la visite sur site, il a été constaté le remplissage complet par eaux pluviales de l'ancienne fosse n°2 de traitement des graisses condamnée par des plaques métalliques non jointives. **Des actions correctives sont attendues.**

Porter à connaissance d'avril 2025

Par courrier du 22 avril 2025, la société SAINT-HUBERT a porté à connaissance un projet de remplacement de l'installation ammoniac avec suppression de 2 tours aéroréfrigérantes couplé à la récupération de chaleur fatale. Elles vont être remplacées par des tours adiabatiques sans risque légionelle.

Le dossier est actuellement en cours d'instruction. Le début des travaux était prévu en juin 2025 pour une mise en service de la production de froid avant fin 2025. Les 2 tours aéroréfrigérants concernés sont à l'arrêt.

Il a été constaté sur site le démarrage des travaux de démantèlement et la mise en place d'une installation temporaire de production de froid (fourniture d'eau glycolée) à l'extérieur du bâtiment. Elle a vocation à fonctionner jusqu'à la mise en service des nouvelles tours adiabatiques fin 2025.

Des dispositions sont mises en œuvre pendant cette période transitoire pour gérer les risques de pollution liés à ces installations:

- la zone d'implantation a été équipée d'un obturateur d'égout ainsi que d'un système de détection qui génère une alarme en cas de fuite.
- l'exploitant a également prévu la mise en œuvre d'un affichage permettant de différencier les

tuyaux transportant de l'eau de ceux d'eau glycolée.

Ces dispositions sont à formaliser et doivent faire l'objet d'une procédure d'intervention ainsi que d'une formation du personnel en cas de fuite sur ces installations temporaires de production de froid. Elles sont à fournir en complément au dossier déposé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant la station d'épuration interne, il a été constaté que les travaux attendus ne sont pas encore réalisés ou ne le seront pas, ainsi que des modifications par rapport au dernier porter à connaissance portant sur ce point en février 2023.

Une actualisation des travaux de rénovation de la station d'épuration est nécessaire. Sous un délai de 2 mois, l'exploitant doit fournir un nouveau porter à connaissance prenant en compte toutes les modifications réalisées depuis 2023 et celles projetées.

Quant à l'ancienne fosse (fosse n°2) de traitement des graisses condamnée par des plaques métalliques non hermétiques et son remplissage complet par eaux pluviales, **sous un délai maximal d'un mois, l'exploitant doit indiquer les actions correctives et préventives mises en œuvre.**

Concernant le porter à connaissance en cours d'instruction, comme indiqué dans le dossier, des installations temporaires de production de froid ont été mises en place sur le site de Ludres. Si des dispositions spécifiques sont mises en œuvre pendant cette période transitoire, prévue jusque fin 2025, pour gérer les risques de pollution liés à ces installations, elles ne sont pas formalisées dans le dossier de porter à connaissance et ne font l'objet ni d'une procédure en cas d'incident, ni d'une formation adaptée du personnel. **Des compléments sont à apporter sur ce point sous un délai maximal d'un mois.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois